



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 56.525/2/V
du 6 août 2014

sur

un projet d'arrêté royal
'déterminant le contenu de la
convention et les sanctions
pouvant être prises en
exécution de l'article 74/9, § 3,
de la loi du 15 décembre 1980
sur l'accès au territoire, le
séjour, l'établissement et
l'éloignement des étrangers'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 56.525/2/V
van 6 augustus 2014

over

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot bepaling van de
inhoud van de overeenkomst die
wordt gesloten en de sancties
die kunnen worden opgelegd
krachtens artikel 74/9, § 3, van
de wet van 15 december 1980
betreffende de toegang tot het
grondgebied, het verblijf, de
vestiging en de verwijdering
van vreemdelingen'

Le 25 juin 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté, adjointe à la Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, prorogé de plein droit ^(*) jusqu'au 11 août 2014, sur un projet d'arrêté royal 'déterminant le contenu de la convention et les sanctions pouvant être prises en exécution de l'article 74/9, § 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 6 août 2014. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, président, Philippe QUERTAINMONT et Pierre VANDERNOOT, présidents de chambre, Christian BEHRENDT, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été rédigé par Laurence VANCRAVEBECK, auditrice.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 6 août 2014.

^(*) Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, *in fine*, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

*

Op 25 juni 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen, van rechtswege verlengd tot 11 augustus 2014 ^(*), een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot bepaling van de inhoud van de overeenkomst die wordt gesloten en de sancties die kunnen worden opgelegd krachtens artikel 74/9, § 3, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 6 augustus 2014. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, voorzitter, Philippe QUERTAINMONT en Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitters, Christian BEHRENDT, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgesteld door Laurence VANCRAVEBECK, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 6 augustus 2014.

^(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

*

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

PORTÉE DU PROJET

L'arrêté en projet tend à l'exécution de l'article 74/9, § 3, de la loi du 15 décembre 1980 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers'. Cette disposition autorise les familles avec enfants mineurs visées en son paragraphe 1^{er} à résider dans une habitation personnelle au lieu d'être placées dans un lieu visé à l'article 74/8, § 2, de la même loi, sous réserve notamment de respecter les conditions reprises dans une convention conclue avec l'Office des étrangers. Le Roi est chargé de déterminer le contenu de cette convention et de fixer les sanctions applicables en cas de non-respect de celle-ci.

EXAMEN DU PROJET

PREAMBULE

À l'alinéa 1^{er}, il y a lieu de mentionner que l'article 74/9, § 3, alinéa 3, a été inséré par la loi du 16 novembre 2011.

DISPOSITIF

Article 2

1. Parmi les conditions à respecter, l'article 2, alinéa 1^{er}, 1^o, du projet précise que la famille doit « demeurer dans une habitation répondant aux exigences élémentaires de sécurité, de salubrité et d'habitabilité et [...] considéré[e] comme un logement décent au sens de l'article 23, 3^o [lire : article 23, alinéa 3, 3^o] de la Constitution ».

Étant donné que le non-respect des conditions énoncées à l'article 2, alinéa 1^{er}, est susceptible d'une des sanctions prévues à l'article 3, il convient que les conditions à respecter soient rédigées de manière assez précise. À cet égard, la référence à la notion de « logement décent » au sens de l'article 23, alinéa 3, 3^o, de la Constitution est trop vague. Mieux vaudrait,

pour autant que cela soit nécessaire ¹, indiquer plus précisément ce que l'on entend par logement décent, par exemple en renvoyant aux exigences prévues dans une législation applicable.

L'article 2, alinéa 1^{er}, 1^o, sera revu en conséquence.

2. À l'alinéa 1^{er}, 2^o, le texte en projet impose l'obligation suivante : « transmettre une copie de l'acte de propriété ou du contrat de location ou de l'accord du propriétaire du bien confirmant que la famille peut y résider ».

Dans un avis 54.859/4 donné le 27 janvier 2014, la section de législation a formulé l'observation suivante :

« 2. Au 6^o du même paragraphe, le texte en projet impose de joindre 'une copie de bail, de la convention d'occupation ou de l'acte de propriété du lieu ou des lieux dont il a la jouissance'.

Une telle obligation est excessive.

Comme la section de législation l'a rappelé à plusieurs reprises, pareille exigence de preuve ne peut porter atteinte à la protection de la vie privée et familiale tant du demandeur que des tiers lorsque, pour la fourniture de la copie de tels actes, le demandeur doit fournir la copie d'actes tels que des déclarations de succession, des contrats de mariage ou des actes de partage. On doit préférer des exigences qui ont la moindre immixtion dans la vie privée ou familiale des personnes. Mieux vaut parler, par exemple, d'attestations quant à la nature des droits réels dont dispose le demandeur sur l'immeuble ² » ³.

¹ Le Conseil d'État n'aperçoit en effet pas en quoi les « exigences élémentaires de sécurité, de salubrité et d'habitabilité » indiquées à l'article 2, 1^o, ne sont pas suffisantes.

² *Note de bas de page 15 de l'avis cité* : Voir l'avis 47.913/4 donné le 22 mars 2010 sur un avant-projet devenu le décret du 29 octobre 2010 'relatif à l'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de centres de jour et centres d'hébergement, de logements accompagnés et de l'organisation de loisirs pour personnes handicapées pris en charge par les services d'accompagnement, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'amélioration de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments' (*Doc. parl.*, Ass. comm. comm. [fr.], 2009-2010, n° 27/1, pp. 12-16). [...].

Voir, dans le même sens, l'avis 44.526/4 donné le 9 juin 2008 sur un avant-projet devenu le décret du 5 mars 2009 'relatif à l'offre de services ambulatoires dans le domaine de l'Action sociale, de la Famille et de la Santé' (*Doc. parl.*, Ass. Comm. comm. [fr.], 2007-2008, n° 141/1, pp. 101-110), en particulier l'observation 3, b) sous l'article 69 et l'avis 32.042/4 donné le 3 octobre 2001 sur un projet devenu l'arrêté 2001/549 de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 'relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socio-professionnelle', dans lequel la section de législation du Conseil d'État a observé, sous l'article 18, ceci : « S'il appartient au Collège de s'assurer que les activités des associations aient lieu dans des locaux convenables et qu'au titre des conditions d'agrément de ces associations, il en fixe les critères, il ne lui appartient en revanche pas de s'immiscer dans l'origine des biens immeubles qui sont utilisés par ces associations » (deuxième observation, alinéa 2).

³ Voir l'avis 54.859/4 donné le 27 janvier 2014 sur un avant-projet devenu le projet de décret 'relatif aux arts plastiques', spécialement la deuxième observation sous l'article 24 (*Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 2013-2014, n° 620, pp. 42-53). Le projet a été adopté le 2 avril 2014 par le Parlement de la Communauté française (*C.R.I.*, 2013-2014, n° 17, p. 51).

La transmission de la copie du contrat de location appelle une observation similaire ⁴.

La disposition appelle *mutatis mutandis* la même observation.

3. Interrogée sur la portée de l'obligation énoncée par l'article 2, alinéa 1^{er}, 8°, consistant à « rembourser les frais éventuels occasionnés pour effectuer la réparation des dégâts causés à charge de l'État belge », la fonctionnaire déléguée a répondu que serait ainsi concernée « par exemple la réparation d'un trottoir, d'un banc public, abris de bus, [etc.] ».

Cette précision gagnerait à figurer dans le rapport au Roi.

Article 3

L'article 3 du projet prévoit qu'en cas de non-respect de la convention, l'une des trois sanctions suivantes peut être appliquée : le maintien de la famille dans un lieu d'hébergement (1°), le maintien d'un membre adulte de la famille dans un « centre fermé » ⁵ (2°) et le maintien de toute la famille dans un tel centre (3°).

Telles qu'elles sont indiquées, ces sanctions peuvent être appliquées sans hiérarchie particulière. En outre, l'article 3 ne conditionne pas l'application de la sanction visée sous 3° au comportement de la famille, contrairement à ce qu'indique le rapport au Roi ⁶.

Étant donné que les trois sanctions mentionnées sont d'une gravité croissante, il conviendrait toutefois de préciser l'ordre dans lequel elles seront appliquées ou les éventuels critères selon lesquels l'une sera préférée à l'autre (en fonction de la gravité du manquement, des places disponibles, du comportement de la famille, etc.), sachant que la troisième ne peut intervenir qu'en dernier ressort ⁷.

⁴ Dans l'avis 34.642/4 donné le 12 février 2003 sur un projet devenu l'arrêté royal du 11 mai 2004 'relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur' (*Moniteur belge*, 1^{er} juin 2004), la section de législation a formulé l'observation suivante :

« Article 5 - 1. Au paragraphe 2, alinéa 2, 1°, la disposition du projet prévoit que le demandeur doit joindre à la demande 'les titres établissant le droit d'usage du local'. À l'alinéa 2, 3°, elle impose de joindre 'la copie du bail ou de la convention d'occupation si l'école de conduite n'est pas propriétaire'.

S'il appartient au Roi de s'assurer que les activités des écoles de conduite aient lieu dans des locaux convenables et qu'au titre des conditions d'agrément de ces écoles, il en fixe les critères, il ne lui appartient pas en revanche de s'immiscer dans l'origine de propriété des biens immeubles qui sont utilisés par celles-ci.

Les mots 'les titres établissant le droit d'usage du local' et 'la copie du bail ou de la convention d'occupation si l'école de conduite n'est pas propriétaire' doivent dès lors être supprimés.

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour les articles 7, § 2, alinéa 2, 1° et 3°, et 8, § 2, alinéa 2, 2° ».

⁵ C'est ce qui est visé par l'expression « lieu au sens de l'article 74/8, § 1^{er} ».

⁶ Qui précise que cette sanction pourra être appliquée « lorsque la famille fait preuve de mauvaise volonté manifeste et qu'elle s'oppose à toute collaboration, en fonction de ses conditions de vie et de l'évaluation de l'agent de soutien ».

⁷ Voir l'article 74/9, § 3, alinéa 4, de la loi, qui précise « à moins que d'autres mesures radicales mais moins contraignantes puissent efficacement être appliquées ».

Par ailleurs, en ce qui concerne plus particulièrement la sanction visée sous 3°, comme l'a confirmé la fonctionnaire déléguée, le maintien de la famille « dans un lieu visé à l'article 74/8, § 1^{er} »⁸ n'est possible que dans un lieu adapté aux besoins des familles avec enfants mineurs, conformément à ce que prévoit l'article 74/9, § 1^{er}. Il faut en outre avoir égard à l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 166/2013 du 19 décembre 2013, dont il ressort notamment que les enfants mineurs d'une famille qui se trouve maintenue dans un tel lieu ne peuvent se voir appliquer le même régime de maintien que les parents⁹. De telles précisions figureraient utilement dans le rapport au Roi.

*

⁸ Pour être plus précis, il conviendrait d'ailleurs d'indiquer « dans un autre lieu [...] », puisque les lieux d'hébergement sont également, comme les centres fermés, des lieux au sens de l'article 74/8, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980. Voir l'intitulé de l'arrêté royal du 14 mai 2009 'fixant le régime et les règles de fonctionnement applicables aux lieux d'hébergement au sens de l'article 74/8, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers' et l'avis 46.137/4, donné le 9 mars 2009 à son propos.

⁹ C.C., n° 166/2013, 19 décembre 2013, B.8.4.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de Regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

DRAAGWIJDTE VAN HET ONTWERP

Het ontworpen besluit strekt ertoe uitvoering te geven aan artikel 74/9, § 3, van de wet van 15 december 1980 ‘betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’. Krachtens deze bepaling kunnen de gezinnen met minderjarige kinderen waarvan sprake is in paragraaf 1 van dat artikel in een eigen woning verblijven in plaats van ondergebracht te worden in een plaats als bedoeld in artikel 74/8, § 2, van dezelfde wet, mits ze inzonderheid voldoen aan de voorwaarden die vastgesteld zijn in een overeenkomst gesloten met de Dienst Vreemdelingenzaken. De Koning is ermee belast de inhoud van die overeenkomst vast te stellen en de sancties te bepalen die worden opgelegd indien de overeenkomst niet wordt gerespecteerd.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

In het eerste lid behoort te worden vermeld dat artikel 74/9, § 3, derde lid, ingevoegd is bij de wet van 16 november 2011.

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. Als één van de voorwaarden waaraan voldaan moet worden, wordt in artikel 2, eerste lid, 1°, van het ontwerp gepreciseerd dat het gezin “in een woning (moet) verblijven die beantwoordt aan de elementaire vereisten van veiligheid, gezondheid en bewoonbaarheid, en van behoorlijke huisvesting in de zin van artikel 23, 3° (lees: artikel 23, derde lid, 3°) van de Grondwet”.

Gelet op het feit dat de niet-naleving van de voorwaarden die opgesomd worden in artikel 2, eerste lid, aanleiding kan geven tot een van de sancties vermeld in artikel 3, dienen de na te leven voorwaarden nauwkeurig genoeg te worden gesteld. In dat verband is het begrip “behoorlijke huisvesting” in de zin van artikel 23, derde lid, 3°, van de Grondwet, te vaag. Het

zou beter zijn om, voor zover dat noodzakelijk is¹, op duidelijkere wijze aan te geven wat verstaan wordt onder behoorlijke huisvesting, bij voorbeeld door te verwijzen naar de vereisten die bepaald zijn in een toepasselijke wetgeving.

Artikel 2, eerste lid, 1°, behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

2. In het eerste lid, 2°, van de ontworpen tekst wordt de volgende verplichting opgelegd: “een kopie van het eigendomsbewijs of van het huurcontract of van de toestemming van de eigenaar van het goed, die bevestigt dat het gezin er mag verblijven, doorsturen”.

In advies 54.859/4, dat op 27 januari 2014 gegeven is, heeft de afdeling Wetgeving de volgende opmerking geformuleerd:

“2. Au 6° du même paragraphe, le texte en projet impose de joindre « une copie de bail, de la convention d’occupation ou de l’acte de propriété du lieu ou des lieux dont il a la jouissance ».

Une telle obligation est excessive.

Comme la section de législation l’a rappelé à plusieurs reprises, pareille exigence de preuve ne peut porter atteinte à la protection de la vie privée et familiale tant du demandeur que des tiers lorsque, pour la fourniture de la copie de tels actes, le demandeur doit fournir la copie d’actes tels que des déclarations de succession, des contrats de mariage ou des actes de partage. On doit préférer des exigences qui ont la moindre immixtion dans la vie privée ou familiale des personnes. Mieux vaut parler, par exemple, d’attestations quant à la nature des droits réels dont dispose le demandeur sur l’immeuble² »³.

¹ Het is de Raad van State immers niet duidelijk waarom de “elementaire vereisten van veiligheid, gezondheid en bewoonbaarheid” vermeld in artikel 2, 1°, niet voldoende zijn.

² Voetnoot 15 van het geciteerde advies : Voir l’avis 47.913/4 donné le 22 mars 2010 sur un avant-projet devenu le décret du 29 octobre 2010 ‘relatif à l’octroi de subventions pour l’achat ou la construction de bâtiments en vue de l’installation de centres de jour et centres d’hébergement, de logements accompagnés et de l’organisation de loisirs pour personnes handicapées pris en charge par les services d’accompagnement, ainsi que pour l’agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l’amélioration de l’accessibilité aux personnes à mobilité réduite, l’équipement et le premier ameublement de ces bâtiments’ (*Doc. parl.*, Ass. comm. comm. [fr.], 2009-2010, n° 27/1, pp. 12-16). [...].

Voir, dans le même sens, l’avis 44.526/4 donné le 9 juin 2008 sur un avant-projet devenu le décret du 5 mars 2009 ‘relatif à l’offre de services ambulatoires dans le domaine de l’Action sociale, de la Famille et de la Santé’ (*Doc. parl.*, Ass. Comm. comm. [fr.], 2007-2008, n° 141/1, pp. 101-110), en particulier l’observation 3, b) sous l’article 69 et l’avis 32.042/4 donné le 3 octobre 2001 sur un projet devenu l’arrêté 2001/549 de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 ‘relatif à l’application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l’aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d’application concernant les secteurs de l’aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l’insertion socio-professionnelle’, dans lequel la section de législation du Conseil d’État a observé, sous l’article 18, ceci : « S’il appartient au Collège de s’assurer que les activités des associations aient lieu dans des locaux convenables et qu’au titre des conditions d’agrément de ces associations, il en fixe les critères, il ne lui appartient en revanche pas de s’immiscer dans l’origine des biens immeubles qui sont utilisés par ces associations » (deuxième observation, alinéa 2).

³ Zie advies 54.859/4 gegeven op 27 januari 2014 over een voorontwerp dat geleid heeft tot het ontwerp van decreet “relatif aux arts plastiques”, inzonderheid de tweede opmerking onder artikel 24 (*Parl.St. Fr. Parl.*, 2013-14, nr. 620, 42-53). Het ontwerp is op 2 april 2014 aangenomen door het Parlement van de Franse Gemeenschap (*C.R.I.*, 2013-14, nr. 17, 51).

Wat betreft het doorsturen van een kopie van het huurcontract behoort een soortgelijke opmerking te worden geformuleerd.⁴

Bij de bepaling moet *mutatis mutandis* dezelfde opmerking worden geformuleerd.

3. Gevraagd naar de draagwijdte van de verplichting die vervat ligt in artikel 2, eerste lid, 8°, en die erin bestaat “de kosten terug (te) betalen die eventueel gemaakt werden om de aangerichte schade die ten laste valt van de Belgische Staat te herstellen”, heeft de gemachtigde ambtenaar geantwoord dat aldus verwezen wordt naar “par exemple la réparation d’un trottoir, d’un banc public, abris de bus, [etc.]”.

Het verdient aanbeveling om deze precisering op te nemen in het verslag aan de Koning.

Artikel 3

In artikel 3 van het ontwerp wordt bepaald dat, wanneer de overeenkomst niet gerespecteerd wordt, een van de drie volgende sancties kan worden opgelegd : het vasthouden van het gezin in een woonunit (1°), het vasthouden van een volwassen lid van het gezin in een “gesloten centrum”⁵ (2°) en het vasthouden van het hele gezin in een dergelijk centrum (3°).

Zoals deze sancties vermeld worden, kunnen ze worden toegepast zonder dat een bijzondere hiërarchie in acht genomen dient te worden. Bovendien wordt in artikel 3 de toepassing van de sanctie bedoeld in de bepaling onder 3° niet afhankelijk gesteld van het gedrag van het gezin, in tegenstelling tot hetgeen aangegeven wordt in het verslag aan de Koning.⁶

Aangezien de drie sancties volgens toenemende zwaarte vermeld worden, zou evenwel bepaald moeten worden in welke volgorde ze zullen worden toegepast of volgens welke criteria de ene sanctie eventueel de voorkeur geniet boven de andere (naargelang van de ernst van

⁴ In advies 34.642/4, dat op 12 februari 2003 gegeven is over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 11 mei 2004 “betreffende de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen” (*Belgisch Staatsblad*, 1 juni 2004), heeft de afdeling Wetgeving de volgende opmerking geformuleerd:

“Artikel 5 – 1. Artikel 5, § 2, tweede lid, 1°, van het ontwerp bepaalt dat de aanvrager bij de aanvraag ‘de bewijsstukken van het gebruiksrecht van het lokaal’ dient te voegen. Krachtens het tweede lid, 3°, dient ‘een afschrift van de huur- of de gebruiksovereenkomst (te worden bijgevoegd), als de rijschool geen eigenaar is’.

Het staat weliswaar aan de Koning om zich ervan te vergewissen dat de werkzaamheden van de rijscholen plaatsvinden in geschikte lokalen en om de criteria daarvoor te bepalen in de vorm van voorwaarden voor de erkenning van die scholen, maar Hij mag zich daarentegen niet moeien met de herkomst van de eigendom van de onroerende goederen die deze scholen gebruiken.

De uitdrukkingen “evenals de bewijsstukken van het gebruiksrecht van het lokaal” en “een afschrift van de huur- of de gebruiksovereenkomst, als de rijschool geen eigenaar is” dienen bijgevolg te vervallen.

Deze opmerking geldt *mutatis mutandis* eveneens voor artikel 7, § 2, tweede lid, 1° en 3°, en artikel 8, § 2, tweede lid, 2°.”

⁵ Dat is hetgeen bedoeld wordt met de bewoordingen “plaats in de zin van artikel 74/8, § 1”.

⁶ Waarin wordt gesteld dat deze sanctie kan worden opgelegd “indien het gezin (...) duidelijk blijkt geeft van slechte wil en zich verzet tegen elke vorm van medewerking (...), in functie van zijn levensomstandigheden en van de evaluatie van de ondersteunende ambtenaar”.

de tekortkoming, van de beschikbare plaatsen, van het gedrag van het gezin, enz.), met dien verstande dat de derde sanctie alleen in laatste instantie mag worden opgelegd.⁷

Zoals de gemachtigde ambtenaar bevestigd heeft, is het overigens zo dat, wat meer in het bijzonder de sanctie vermeld in de bepaling onder 3° betreft, het vasthouden van het gezin “in een plaats zoals bedoeld in artikel 74/8, § 1”⁸ enkel mogelijk is in een plaats die aangepast is aan de noden van gezinnen met minderjarige kinderen, overeenkomstig hetgeen bepaald wordt in artikel 74/9, § 1. Bovendien moet rekening gehouden worden met arrest nr. 166/2013 d.d. 19 december 2013 van het Grondwettelijk Hof, waaruit inzonderheid voortvloeit dat “op de minderjarige kinderen van een gezin dat in zo een plaats vastgehouden wordt, evenwel niet identiek hetzelfde regime van vasthouding van toepassing (mag) zijn als op de ouders”⁹. Het verdient aanbeveling om dergelijke preciseringen op te nemen in het verslag aan de Koning.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Pierre LIÉNARDY

⁷ Zie artikel 74/9, § 3, vierde lid, van de wet, waarin het volgende bepaald wordt: “tenzij andere afdoende maar minder dwingende maatregelen doeltreffend kunnen worden toegepast”.

⁸ Nauwkeurigheidshalve zou het overigens beter zijn om te schrijven “in een andere plaats (...)”, aangezien ook de woonunits, net als de gesloten centra, plaatsen zijn in de zin van artikel 74/8, § 1, van de wet van 15 december 1980. Zie het opschrift van het koninklijk besluit van 14 mei 2009 “houdende vaststelling van het regime en de werkingsmaatregelen, toepasbaar op de woonunits, als bedoeld in artikel 74/8, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen” en advies 46.137/4, dat in dat verband gegeven is op 9 maart 2009.

⁹ GwH, nr. 166/2013, 19 december 2013, B.8.4.